

ROYALISTE

NAF

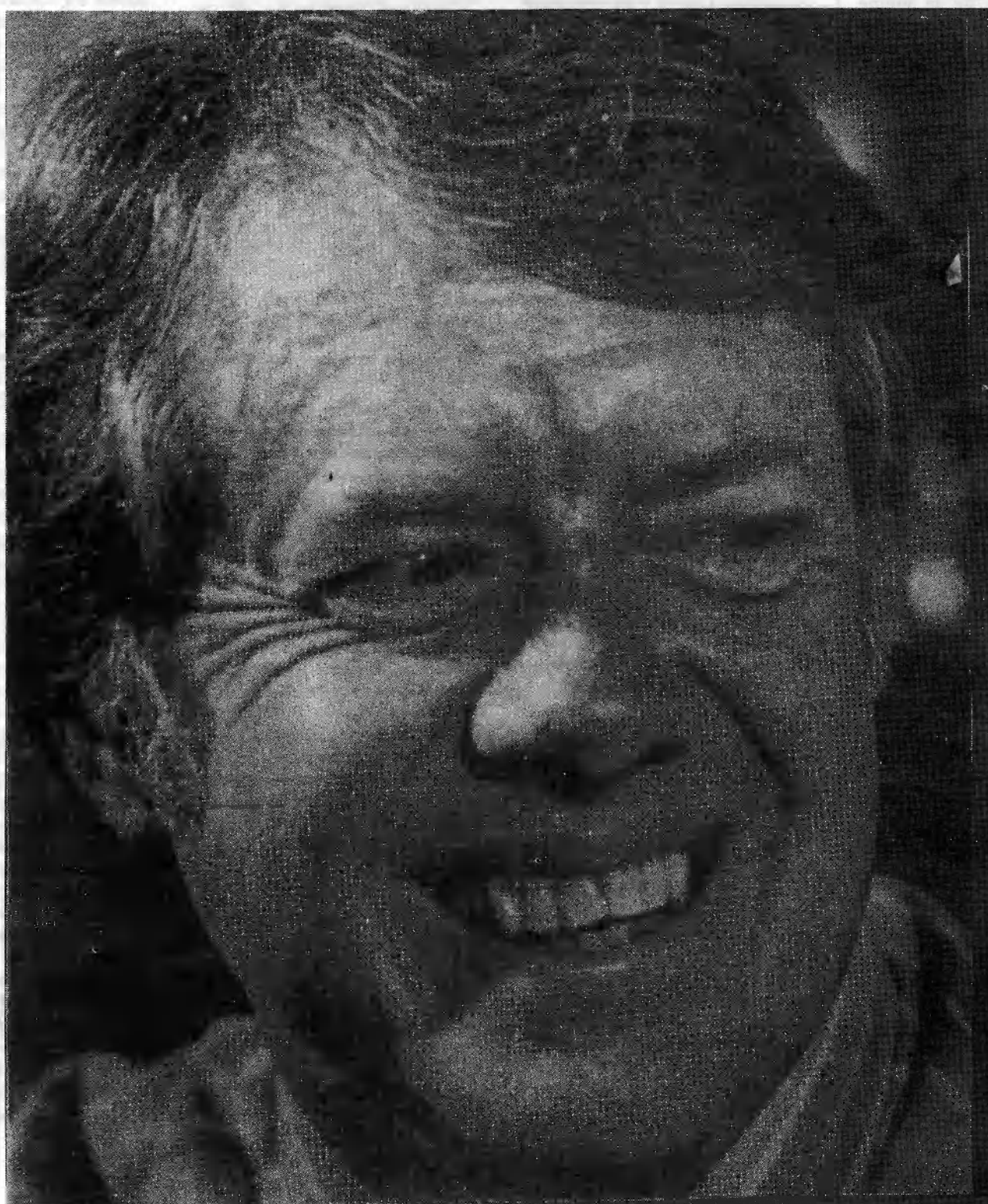
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

DU 26 MAI AU 8 JUIN 1977

7^e ANNÉE — N° 249 — 3,50 F

us go home !



repères

Tandis que le giscardisme agonisant et tressautant utilise ce qui lui reste d'énergie pour s'aligner sur un impérialisme américain plus insidieux et plus dangereux que jamais (nos pages centrales) la gauche candidate au pouvoir s'enfonce dans ses équivoques. Ces équivoques sont liées à l'incapacité du PC d'appréhender trop d'aspects de la réalité française, y compris sous ses aspects économiques (reportage d'Arnaud Fabre sur la « fête de Paris »). Mais elles tiennent aussi à l'incapacité des mandarins du PS issus de la même énarchie que MM. Giscard d'Estaing et Chirac, à créer une véritable alternative (éditorial de Bertrand Renouvin). Équivoques liées aussi à ce discours despotico-politique qui sous-tend la pensée de gauche qu'André Glucksmann démythifie dans « les maîtres penseurs » (analysé par Pierre Boutang). Tout ceci promet au mieux un goulag aseptisé à la scandinave (contre lequel Henrik Stangerup porte un terrible témoignage) assorti d'une terrible impuissance à traiter de façon saine les problèmes les plus vitaux, même si quelques personnalités isolées telles Claude Bourdet, se montrent sensibles à l'intérêt national (chronique Lire). Face au camaval gauchard, les royalistes doivent poursuivre avec tous les Français actifs l'étude des vrais problèmes : le texte de Philippe Hervé qui paraît dans ce numéro contribuera n'en doutons pas à affiner nos positions sur la croissance et l'idéologie. Et que cela ne nous empêche pas de rechercher une évasion dans ce petit chef-d'œuvre de poésie et de sensibilité constitué par le dernier roman de Jean Edern Hallier : Gérard Leclerc nous y invite.

ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 742-21-93
Abonnement 3 mois 25 F.
Abonnement 6 mois 45 F.
Abonnement 1 an 80 F.
Abonnement de soutien 150 F.
C. C. P. 18 10406 N Paris 7
Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT
Les illustrations et les photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel, et sont la propriété du Journal.
Imprimé en France
diffusion N.M.P.P.

la presse au crible

A suivre l'actualité internationale, il y a de quoi frémir. D'un bout à l'autre de la planète, ce n'est que massacres-tortures, tortures-massacres. Du goulag cambodgien aux fascismes sud-américains, c'est la même vision d'horreur, les mêmes pratiques politiques parfois justifiées par « nos » maîtres-penseurs. Notre monde est affreux. Se le cacher serait mensonger. Regardons l'Afrique d'Aminé Dada et de Mobutu. Celle de Mengistu, le tyran actuel d'Addis Abeba. Le bain de sang... Dans LIBÉRATION, Eric Landal a été enquêter dans la capitale de l'Éthiopie pour savoir exactement ce que fut le massacre du 29 avril. Ce jour-là des étudiants, membres de l'opposition au gouvernement manifestent contre celui-ci. La riposte est fulgurante. Les milices des Kébélés (conseils de quartier) tirent dans le tas sans sommation. Réactions incontrôlables ? Mais il n'y a pas que les milices populaires...

Des unités militaires sont intervenues par la suite, aggravant considérablement le nombre des victimes avec leurs armes automatiques. Des manifestants, faits prisonniers, ont été exécutés sommairement. D'autres, réfugiés dans des maisons voisines, en ont été délogés et ont subi le même sort. Jamais la police, très réservée à l'égard des Kébélés, n'est intervenue.

Pendant près de deux heures, la chasse aux manifestants a continué dans des rues désertes (à partir de 20 heures, il n'y a pratiquement plus de personnes dans les rues, à Addis). Facilitée par la reconnaissance que les Kébélés ont des moindres recoins de leur quartier. A 21 heures, tout était terminé.

Pendant ce temps, le colonel Mengistu, chef de l'État éthiopien fait le voyage de Moscou, pour obtenir le soutien de Brejnev. Phraséologie révolutionnaire d'usage : le recours aux textes sacrés et à l'autorité dogmatique justifie les tueries. Les massacres ne sont-ils pas de sales contre-révolutionnaires. Et peu importe qu'ils parlent le même langage et brandissent les mêmes slogans. Mais pour l'impérialisme soviétique, il s'agit surtout de compenser son échec en Somalie. Dans LE POINT Kosta Christitch résume les faits :

Le même jour, Mengistu et l-

« durs » qui viennent de l'emporter par le feu et le sang reçoivent les félicitations de Moscou et de la Havane. Ils sont même qualifiés de « héros ». C'est probablement ce jour-là que Moscou a décidé de franchir le pas. Mais il ne l'a pas fait immédiatement. Il savait que la Somalie prendrait ombrage de son initiative, car l'idéologie qui rapproche Addis-Abeba de Mogadishu ne peut rien contre l'antique hostilité des Somaliens et des Éthiopiens, plus profonde que la raison.

Fidel Castro a été envoyé à la rescousse pour récupérer les Somaliens. Il a échoué.

Constatant l'échec de son allié cubain, Leonid Brejnev prend alors le parti d'entrer de plain-pied dans la tourmente éthiopienne. Le moment est bien choisi : le colonel Mengistu est isolé, et il a un besoin urgent d'armes et de conseillers militaires pour mater les insurrections naissant du chaos révolutionnaire ; et aussi pour réduire l'insurrection d'Erythrée qui ne cesse de s'étendre. Il sera donc plus dépendant, plus malléable. Un avantage considérable à l'heure où, avec l'indépendance de Djibouti, certains pays arabes entendent faire de la mer Rouge « un lac arabe ». Cet avantage vaut bien pour Moscou la colère de Mogadishu.

Le jeu sordide des impérialismes fait toujours bon marché du sort des peuples. Peu importe qu'ils soient écrasés. L'idéologie camoufle les morts et c'est toujours la libération des peuples que l'on prétend soutenir.

L'ALLIANCE DES RICHES

Et pendant ce temps que fait la France ? Elle se solidarise avec le camp des riches, tandis qu'elle pourrait mener une politique affranchie des blocs et de la tutelle des grands. Dans POLITIQUE-HEBDO, Albert-Paul Lentin montre comment le sommet de Londres s'est déroulé selon le plan de Carter, sans que les directives américaines aient été le moins du monde contrecarrées.

En Asie et aussi en Amérique latine c'est la stratégie à long terme de Washington qui a été cautionnée. En Afrique, le continent où la politique soviétique vient, à l'heure actuelle, contrecarrer le plus directement la politique occidentale, ce sont, par contre, les problèmes des zones d'affrontement immédiats qui ont été examinés. On parle ainsi, dans les états-majors atlantiques comme au Pentagone, du « front de

l'Afrique australe, du « front de la mer Rouge », du « front Zaïre-Angola » et du « front du Sahara atlantique ».

Le déploiement de ces offensives provoque un certain durcissement des relations Est-Ouest, mais ces conflits — contenus, cependant, dans les limites tracées par le « marchandage planétaire » U.S.A.-U.R.S.S. — ne sont pas pour déplaire aux dirigeants américains qui, au Conseil atlantique, en ont profité pour réclamer — et obtenir — de leurs partenaires de nouveaux achats de matériels de guerre made in U.S.A.

Même s'il n'a pas assisté personnellement au sommet de Bruxelles, Giscard d'Estaing a apporté son ferme soutien à tous les « grands desseins » de Carter, avec lequel il a pris, à Londres, un petit déjeuner qualifié d'« historique » à l'Élysée. Dans la chaleur communicative des breakfast, le maître de l'Empire américain a même autorisé son vassal à l'appeler par son prénom. L'Amérique de Jimmy et la France de Valéry seront désormais à tu et à toi.

Le tiers-monde à l'écran du marchandage planétaire des impérialismes ? Cela est dans la norme. Mais la France complice, cela est inadmissible.

LA DÉLIVRANCE ?

Mais pour que la France se retrouve, que faudrait-il ? Retrouver d'abord une légitimité assurant l'indépendance de notre politique. Il existe un pacte vingt fois séculaire entre l'indépendance française et la liberté du monde. Mais aussi nous libérer de notre carcan idéologique, comme nous y invite Glucksmann commenté dans ce numéro par Pierre Boutang. Mais aussi Clavel dont Jean Toussaint Desanti analyse le Socrate au NOUVEL OBSERVATEUR : « Réveiller Socrate ? Cela dépend de nous ». Enfin le très beau livre de Bernard-Henry Lévy nous in-pend de nous ». Enfin le très beau livre de Bernard-Henry Lévy nous invitera à nous débarrasser de cette barbarie à visage humain que l'Occident diffuse à travers le monde depuis le XVIII^e siècle. Philippe Sollers dans LE MONDE Jean-Paul Enthoven dans le NOUVEL OBSERVATEUR l'expliquent avec un courage et une lucidité qui à travers notre nuit font pointer l'espérance.

Jacques BLANGY

lorsque le p.c. fait la fête...

Les fêtes du PCF révèlent le parti de Marchais sous son vrai jour; celui d'une contre société sclérosée au sein de laquelle la générosité de centaines de milliers de militants et d'électeurs est gelée par la médiocrité butée de quelques milliers de permanents de « l'appareil ».

La fête de Paris organisée à la Villette par les communistes parisiens tombant quelques jours à peine après le chiffrage politico-fantastique des comptes du Programme Commun par le PCF, j'avais résolu d'y aller y faire un tour pour voir comment les cadres et les militants recevaient et présentaient cet avatar pour le moins gênant de « l'Union qui est un combat » (contre le PS entre autres).

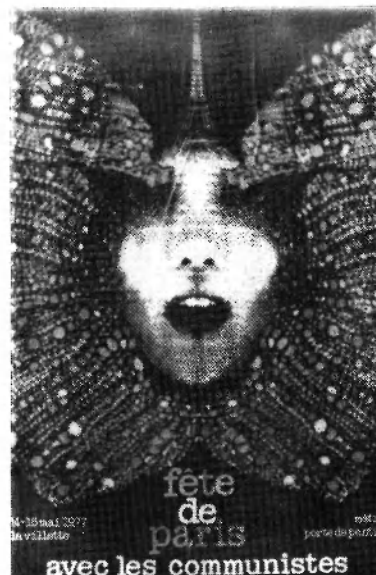
JOIE DE VIVRE...

Ce qui frappe lorsqu'on arrive dans une fête communiste, c'est la jeunesse du public. Les dizaines de milliers de participants étaient à 90% des moins de trente ans. De quoi faire chanter l'antienne bien connue « *Le communisme est la jeunesse du monde* »... et faire oublier l'espace d'un après-midi que la PC est un Parti passoire qui retient la majorité de ses jeunes militants seulement l'espace de quelques printemps. Ce qui frappe aussi, c'est l'ardeur, la gaieté et la gentillesse de ces militants dont la bonne humeur contraste avec les têtes de pisse-froid des apprentis énarques du CERES ou de la Génération Sociale et Libérale. Cet optimisme, cet humour populaire, cette joie de vivre se manifestent d'un stand à un autre aussi bien par la présence de jeux de Massacre-Chirac ou Giscard que par la qualité des merguez ou des sangrias servies. Le Parti, habile sur ce point, a en outre multiplié les manèges et jeux d'enfants attirant massivement les tout-petits dont la présence renforce la note de gaieté. Et le pavillon de Baltard a assez bonne allure lorsqu'il est livré à la liesse populaire. Les électeurs et militants communistes ont bien raison d'en profiter avant que la gauche n'arrive au pouvoir. Après 1978,

le pavillon pourrait bien être démonté et le terrain de la Villette loti en HLM comme le souhaite le Parti désireux de se ménager une clientèle électorale supplémentaire dans le XIX^e arrondissement.

... ET PAVANE DES CANCRES

Raison de plus pour trouver particulièrement déprimants les débats organisés. Je suis allé d'abord au forum consacré à l'enseignement. Là, on a droit aux réceptions anonymes d'un incertain Maurice Perche, directeur paraît-il de « *l'École et la Nation* », revue spécialisée du Parti. Tous les lieux communs y passent : grâce à une scolarisation massive, on fera des fils du peuple actuellement éliminés en masse dès les premières années du cursus scolaire, des citoyens et des travailleurs. Ils auront droit à accéder à la grande culture humaniste et bourgeoise. L'obstacle du milieu imperméable à ce type de culture qui se fait passer abusivement pour la culture? Même pas évoqué. Des heures supplé-



mentaires de soutien permettront paraît-il de la résorber. Le danger de voir des diplômés employés au-dessous de leurs moyens dans une société très hiérarchisée où une minorité concentre à la fois les privilèges du savoir et de l'argent? Inconnu. L'école unique, pour tous jusqu'à 18 ans, telle la fée Mélusine transformera les citrouilles de l'échec scolaire en radieux carrosses.

KANAPA-CIRCUS

Mais voici plus sérieux : un débat sur l'Europe et l'indépendance nationale avec la participation de Jean Kanapa. Quand on voit Kanapa une fois, on n'oublie plus jamais ce visage. La partie supérieure avec le front dégarni et les yeux cerclés de lunettes a un air glaçant : une vraie tête de procureur (au procès Slansky par exemple). La partie inférieure avec la mâchoire un peu proéminente et toujours mobile fait penser à un mini Fernandel. Peut être, après tout, le demi-ricanement permanent de Kanapa signifie-t-il qu'il ne croit plus à rien après trente ans de pitreries verbales successives et contradictoires. Pour l'heure, notre Jocrisse à Patmos découvre que l'élection de l'Assemblée européenne

au suffrage universel direct est sans importance du moment que ses pouvoirs ne seront pas accrus. La « *légitimité* » conférée par le suffrage universel à cette assemblée-croupion ne compte apparemment pas pour le « *ministre des affaires étrangères* » du PC. Quant à la force de dissuasion, Kanapa la justifie pour l'instant par l'insuffisance actuelle de nos armements classiques, étant bien entendu que ceux-ci devront à l'avenir assurer pour l'essentiel notre défense. On ne lit pas assez le Général Gallois dans les cours du soir du Bureau Politique!

LES COMPTES FANTASTIQUES D'HERZOG

Si Jean Kanapa a une tête de clown macabre, Philippe Herzog, lui, a l'aisance fatiguée d'un vendeur de voitures dont le moteur serait refait au mastic. C'est sans doute pour cela que le brillant économiste du Comité Central a été désigné pour plaider le dossier suicide du chiffrage communiste du Programme Commun. Questionné par Philippe Bauchard de *l'Expansion* et Régis Parenc du *Nouvel Économiste*, Herzog expliqua sans rire que la Parti comptait relancer l'expansion par la consommation et l'emploi par le gonflement du secteur des services. Mais tout cela ne sera pas inflationniste bien sûr, car en même temps des gains de productivité seront réalisés qui permettront aux sociétés privées de supporter l'impôt sur le capital et des charges sociales alourdies. Les entreprises nationalisées auront pour rôle de montrer l'exemple en matière de qualité de la vie... et de productivité!! Et de toutes façons, les petites entreprises ne paieront pas l'impôt sur le capital. Bref, une série de pétitions de principes enrobés dans un flou artistique de rédacteur de motion radical-socialiste. En fait, derrière la façon d'Herzog, on sentait parfois des accents de peur. Peur de ne pas faire sérieux; peur d'être moins crédible que le PS; peur de ne plus avoir l'initiative du jeu à gauche. Cette peur, je l'ai retrouvée, informulée et latente au cours de discussions avec des militants du Parti : ils cherchaient à se convaincre qu'ils étaient le premier parti de gauche alors que les faits leur donnent tort. Pauvres militants communistes dont la générosité est gelée par une bureaucratie médiocre que sa logomachie condamne à analyser de façon caricaturale la société française et tenter d'enfermer dans son système.

Arnaud FABRE



henrik stangerup nous dit :

A l'heure où les Français s'interrogent sur une probable victoire de la gauche et les perspectives ainsi ouvertes, il n'est pas inutile de considérer l'Europe du nord qui vit depuis plusieurs décennies sous le régime de la social-démocratie. Lors d'une récente visite à la N.A.F. de notre ami danois Henrik Stangerup, écrivain et cinéaste, nous avons longuement évoqué la question. De cette conversation à laquelle participaient Philippe Delaroche, Philippe Cournarie, Damien Auvray et Gérard Leclerc, nous reprendrons l'essentiel sur deux numéros.

Royaliste : La France se trouve face à une perspective assez rapprochée : l'arrivée au pouvoir d'une gauche dominée par la social-démocratie. Or la social-démocratie a l'air d'envahir l'Europe. Elle domine déjà depuis longtemps les pays scandinaves, votre pays. Alors, qu'est-ce que la social-démocratie ? Un régime, un système, un art de vivre ?

H. Stangerup : Je dois vous dire d'abord que j'ai toujours voté et que je vote toujours social-démocrate car je ne vois pas d'autre solution pour le Danemark. La social-démocratie n'est pas en effet un parti très idéologisé, à l'image d'ailleurs du peuple danois. Face à elle la droite représente le retour au puritanisme pur et simple. Quant à l'extrême gauche trotskiste ou maoïste elle est aussi à mes yeux un cul-de-sac. La social-démocratie traditionnelle n'était pas un parti mais un mouvement d'esprit réformateur et de dialogue. En ce sens elle incarne bien l'esprit danois : c'est par des discussions autour d'une table qu'ont été obtenues au cours du XIX^e siècle les réformes agraires, à une époque où n'existait pas encore la social-démocratie.

Royaliste : C'est donc un parti qui s'est créé d'une manière totalement indépendante de l'idéologie marxiste ?

H.S. : Oui, le Danemark est un petit pays de cinq millions d'habitants. Il ne peut donc se permettre de marginaliser un dixième de sa

population. On est donc obligé par les faits d'instaurer un certain égalitarisme et d'avoir une philosophie de compromis.

Mais ce que je n'aime pas dans la social-démocratie moderne — pas plus d'ailleurs que dans le stalinisme, le fascisme ou le libéralisme — c'est le fait qu'elle réduit l'homme à rien. Or la politique pour moi c'est aménager le cadre de vie pour faire exister l'homme comme ce qu'il est : un miracle. Or le danger de la social-démocratie — plus encore en Suède qu'au Danemark — c'est qu'elle développe la bureaucratie. Aujourd'hui on a une fâcheuse tendance à considérer que l'homme n'est qu'un produit des circonstances, que c'est l'organisation qui compte avant tout. C'est cette conception que j'attaque dans « L'homme qui veut être coupable » (1). Cette conception de la vie, réductrice du miracle humain et commune à toutes doctrines en « isme » est inadmissible.

Royaliste : La social-démocratie scandinave dont les formes restent libérales n'est-elle pas un totalitarisme, beaucoup plus insidieux et camouflé que le fascisme ou le stalinisme, mais tout aussi réel ?

H.S. : C'est le problème que soulève mon livre. Peut-il y avoir une dictature de nature comparable à celle du fascisme ou du libéralisme à l'intérieur d'un système qui se dit social-démocrate et libéral ? Je crois que cela peut arriver. A cet égard Hegel a gagné même et surtout par rapport à Kierkegaard.



La chose la plus atroce chez Hegel réside dans l'analyse des rapports de l'homme et de l'État. Pour lui, l'essentiel est de bâtir une classe de bureaucrates qui peut administrer l'ensemble des activités. Administrer : là commence le totalitarisme qu'il soit fasciste, stalinien ou social-démocrate.

Royaliste : Comment en est-on arrivé là ? A la suite de l'adoption d'une idéologie ! Mais comment ce système s'est-il constitué ?

H.S. : On n'en est quand même pas arrivé à ce point-là au Danemark. Il existe un grand contre-courant contrairement à la Suède. Ce mouvement est de nature semi-poujadiste. Mais pas un poujadisme à la française. Il s'agit d'un courant de style libéralisme manchesterien qui dit « que le plus fort gagne »... et que le plus faible crève. Pour rompre avec ces deux branches inacceptables d'une alternative il faut renouer avec la tradition danoise. C'est-à-dire avec ce réformisme que détestait Lénine ; car il a vu dans le cas du Danemark que les paysans arrivaient à s'associer, à créer un « common sense » c'est-à-dire un mouvement coopératif.

Royaliste : Vous disiez que le Danemark ce n'est pas encore la Suède...

H.S. : En Suède, le phénomène le plus récent et le plus spectaculaire est le fait que la droite victorieuse aux dernières élections reprend la politique de la social-démocratie. Or de nombreux sociaux-démocrates ont voté contre Palme car sa politique aboutissait à

vider la Suède du nord de ses habitants au profit des H.L.M. construits autour de Stockholm. La Suède a une centralisation beaucoup plus dure qu'au Danemark. C'est un royaume centralisé qui devient subitement social-démocrate et réalise des choses presque aussi totalitaires que le fascisme ou le stalinisme.

Royaliste : La social-démocratie est-ce la justice sociale doublée d'un certain sens de l'organisation industrielle ?

H.S. : Les sociaux-démocrates ont réussi à introduire dans une société capitaliste les universités gratuites, les crèches et l'enseignement accessibles à tous. Ils ont de même mis au point les meilleures bibliothèques du monde. Tout cela est formidable et résulte d'un mélange de capitalisme et de socialisme. Mais le capitalisme devient de plus en plus autoritaire au même titre d'ailleurs que les actuels partis politiques. Cela aboutit à une centralisation renforcée. Là, il y a un danger de dictature camouflée.

Royaliste : Est-ce qu'il n'y avait pas un fonds culturel religieux luthérien qui pouvait préserver les pays nordiques de cet engrenage totalitaire ?

H.S. : Ce qui nous sauvera ce n'est pas le luthéranisme, c'est la vieille tradition nordique de révolte.

Royaliste : Mais avant d'en arriver à l'ancienne tradition nordique ne peut-on pas se demander si le luthéranisme fait bon ménage avec la social-démocratie ?

H.S. : Bien sûr que oui. Le luthéranisme a pour mérite de refuser un imprimatur, une hiérarchie, papale ou autre. Et l'on retrouve ce fonds dans la social-démocratie : c'est-à-dire que l'on peut travailler tout de suite à faire des crèches ou à éviter que son père ou mère ne meurent de faim. C'est le côté positif du protestantisme. Mais il y a le côté négatif. Le luthéranisme ne laisse aucun contact direct avec Dieu ; pour lui, de plus, l'individu n'est rien, le prochain est un îlot et mieux vaut ne pas y penser. C'est le côté desséchant du luthéranisme. Et quand ce côté rejoint la social-démocratie, là il y a un grave danger. Ce danger nous l'analyserons de façon plus détaillée dans la suite de cet entretien.

(1) Le roman d'Henrik Stangerup *L'homme qui veut être coupable* a été analysé dans ces colonnes (N.A.F. N° 226) il a été publié en français aux éditions du Sagittaire et peut être commandé à nos bureaux (franco 29 F).

"les maîtres- penseurs"

d'andré

glucksmann

par pierre Boutang

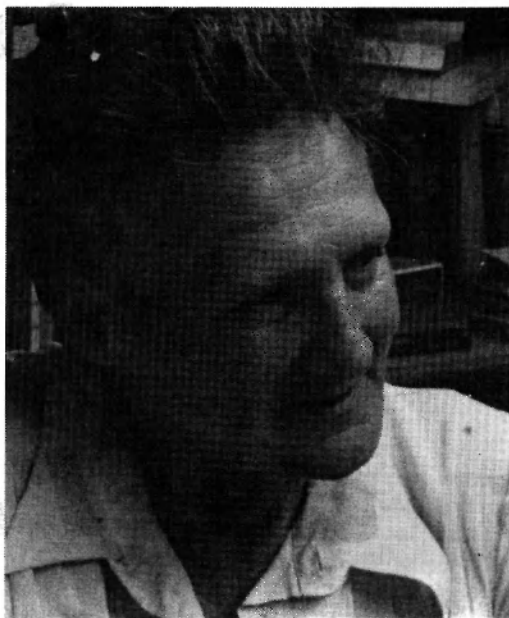
Parlons des autres... Je n'aurai garde de gêner le vif envoi de Glucksmann par un regard ou un geste d'approbation. Si je m'y attarde ici, deux ou trois quinzaines, c'est pour le plaisir, sans idée avare de reprendre notre bien, ni de récupérer personne : cet émerillon (« *émerillon hagard* », diraient les fauconniers) m'intéresse, et voilà tout ; il me procure de quoi comprendre et de quoi sourire, ce qui est rare par les temps qui courent — qui tourneraient, plutôt, comme il le suggère — citant Rimbaud à merveille en tête de son livre : « *La science, la nouvelle noblesse, le progrès, le monde marche ! Pourquoi ne tournerait-il pas ?* ».

De quoi sourire... D'autres ont dressé le poing, ignorant quel splendide rapace s'y impatientait, avant de s'élancer et de revenir crever leurs yeux aveugles. Je regarde ce mouvement qui ne me surprend pas tout à fait, pas plus que Clavel — dont à quelques égards il procède — à partir d'un espace peu disputé : comme disait Robert Aron, d'une plate-forme « *à mi-chemin entre l'extrême droite et l'extrême gauche, mais derrière l'hémicycle, et en tournant le dos au Président* ».

Limitons nous, pour cette fois, à la première partie des *maîtres penseurs* : « *au commencement était l'interruption* » et prenons-la par la queue, avec « *l'impossible monsieur Socrate* ». Non pour en tirer des plumes, car il faudrait lui abandonner Platon, qu'il n'entend qu'à demi : Victime de ce qu'il dénonce, sur le rapport de Socrate à son plus libre et souverain disciple, il part, tout de même, de l'hénaurme trahison qu'en donne Hegel... Laissons l'histoire de la philosophie pour la chose même. Quelle chose ? L'interruption, la *contestation*.

La dénaturation de l'unique

Ce n'est pas un droit, c'est un fait originel, puisque Glucksmann le met au commencement : il y est bien, au temporel et humainement, à l'exception du divin, du démonique dont il provient, pour Socrate comme pour Vico lorsque le héros interrompt le dieu, avant que n'importe qui — à l'âge de « *l'homme* » — interrompe le héros. Il y est pour quoi, ce fait et ce droit d'interrompre ? Glucksmann répond « *pour sauver les différences* ». Juste, mais contre qui et quoi ? Littré, là, fonde et clarifie « *les Maîtres penseurs* » : contester, c'est, au premier sens, « *ne pas reconnaître le droit ou la prétention de quelqu'un à une chose* ». C'est le refus de la « *reconnaissance de droit* », où la force ne se borne pas à l'exercice, mais se déclare esprit, exige d'être reconnue en esprit. La force singulière, telle que Pascal la montre, s'abolit, avec son droit « *divin* » ou mystérieux, au profit de la classe universelle (bourgeoise incarnant la raison, « *l'arithmétique* » qui émergeait chez Don Juan, qui se reconnaît dès le dix-septième siècle dans le coup d'état de monsieur



Barrême, auteur des « *comptes faits* ». — Prolétariat, classe universelle selon Marx, par la grâce du négatif. — Bureaucratie, finalement, par l'effet de la dialectique et de l'impuissance continue des deux autres). Cette usurpation du singulier par l'universel, cette dénaturation de l'unique — anthropologique ou « *royal* », — reposent sur un sophisme violent, beaucoup plus vieux que Hegel, dont Glucksmann (comme naguère Maurras, et cela peut les faire bien rire tous les deux) assigne l'origine, pour l'âge dit moderne, à Luther ; mais il en révèle la présence comique dans le mythe rabelaisien de Thélème. Il me semble le premier à avoir décelé, avec ses conséquences, le « *second degré* » de la *Thélémite*, la maladie du vouloir aigu, et de sa confusion avec pouvoir et savoir, dont Panurge est indemne (peut-être grâce à la vérole et parce qu'il ne peut pas tout avoir), et non frère Jean, ni les clercs de l'âge du texte.

Obéir au texte

L'âge du texte... Il y a dans ce livre qui mériterait d'être envoi et « *feuilles volantes* », des moments de belle et juste violence contre son apparition et sa permanence sur quatre siècles. Allez tout de suite à la page 38, sur la textolatrie marxienne et les autres : « *en somme il convient d'obéir au livre avant que de le lire, et on ne s'étonnera point, le lisant, d'y découvrir pour toute vérité première et dernière, qu'il faut lui obéir. L'amour des textes fait le support de la tradition, non l'inverse. Expliquer Mao par Lénine, Lénine par Marx, ce dernier par Hegel, lequel par Moïse, pourquoi pas ?* ». Il faut obéir au texte, qui est le suprême tissage, un linéol de Turin vénéré par et pour la non-existence du Christ, inscription du savoir qui se veut vouloir... Mais quoi, n'est-ce pas justement une maladie droit venue de l'Évangile, du premier, primordial texte chrétien. Là Glucksmann ne dit pas tout, ce n'est pas son affaire ; il ne l'est pas chrétien, mais il possède assez de subtile générosité, pour accorder, à ce point, le droit d'interrompre, pour laisser la liberté et la grâce se glisser dans l'espace ainsi rompu. De même qu'il oppose tacitement, comme le bon au mauvais, une tradition qui supporterait l'amour des textes à celle dont un bel amour mutilé fonde la mortelle manie. Il laisse à penser la différence entre un texte où il est dit que la lettre tue aux textes qui vont permettre de tuer au nom de la lettre. Il ne confond pas le dogme chrétien où la grâce « *opère* » le vouloir et par là le libère de toute science et de tout pouvoir, avec le commandement d'une volonté identifiée à la puissance du savoir, et, bien vite, à « *la science de la révolution* ».

1793 en 1927

Sans doute, avant *Les maîtres penseurs* était-il déjà difficile d'entendre sans éclater de rire les petits maîtres

de l'intelligentsia et de l'Université, braire leur « *révolution scientifique* », ou, un ton en dessous, leurs « *sciences humaines* ». Mais enfin la démonstration venue d'un qui s'est enfoncé plus dans la théologie de la révolution que n'avait fait Saint-Augustin dans le manichéisme, donne au lecteur attentif de très solides plaisirs. Résisterai-je à celui d'interrompre (jusqu'au prochain numéro) mon commentaire par les deux pages (49 et 50) décisives contre la textolatrie de la révolution, devenue péché nullement mignon de toute la « *gauche* », et d'une bonne moitié de la « *droite* » ? Non :

« *Prise en elle-même chaque révolution se révèle, dans ses bonheurs comme dans ses malheurs, inimitable. L'apparente contagion révolutionnaire est véhiculée par « science de la révolution ». Lorsque Lénine en 1917 critique : « les compromis petits-bourgeois » et invente une forme nouvelle de radicalisme révolutionnaire, il pense simplement appliquer les leçons tirées par Marx de l'échec de la révolution allemande en 1848. Au nom de ces scientifiques leçons il plaque carrément le modèle allemand sur la situation russe ; l'assemblée constituante qu'il fait disperser n'est, à ses yeux, qu'une duplication du bavard parlement de Francfort, tant honni par les pères du marxisme (qui y voyaient une « assemblée constituante » toute paralysée à l'idée de devenir une « Convention »). La Russie, à quatre vingt dix pour cent paysanne en 1917, apparaît donc à notre penseur matérialiste comme une seconde Allemagne quarante huitarde, dans la figure qu'en a laissée Marx sous le seul éclairage d'une comparaison constante avec la France de 1789. La Science de la révolution, une et indivisible dans la tête des grands penseurs permet ainsi de poser, comme unique objet d'une passion de tête, la révolution présente dans toutes les révolutions et qui pourtant ne ressemble à aucune d'elles. Le prestige de cette science amène la passion de tête à prendre la tête de la passion.*

Et, à l'occasion, à la couper. 1927 : Trotsky, encore chef prestigieux de la Révolution russe, passe pour la première fois en procès devant le Présidium de la Commission centrale de contrôle. On se bat à coup de références. Stolz, accusateur, demande : « *Où cela mène-t-il ? Vous connaissez l'histoire de la Révolution française...* » Trotsky saisit la balle au bond ; de cette dispute scientifique il connaît tous les tours et les détours :

« *Pendant la Grande Révolution française beaucoup furent guillotins. Nous aussi, nous envoyons beaucoup d'hommes devant les pelotons d'exécution. Mais il y eut deux grandes périodes dans la Révolution française (...) Pendant la première période, quand la révolution progressa et monta, les Jacobins, les Bolcheviks d'alors, guillotinaient les royalistes et les Girondins. Nous aussi avons traversé une grande période analogue (...) Mais ensuite une autre période s'ouvrit en France lorsque les Thermidoriens et les Bonapartistes (...) se mirent à exiler et à abattre les Jacobins de gauche (...) La révolution est une affaire sérieuse. Aucun d'entre nous n'a peur des pelotons d'exécution. (...) Mais nous devons savoir qui doit être fusillé et dans quelle période nous sommes...* »

Et voilà ! Elle est loin la Russie où les premières avancées de l'archipel du Goulag fêtent aigrement leur dixième anniversaire ; fenêtres et portes sont depuis longtemps fermées dans la pièce où les si irréductibles adversaires conviennent « *qu'ils avaient tous besoin de reconsulter les annales de la Révolution française* »... Touchants de réalisme, les deux collègues — ne pas reculer devant la fusillade n'est-ce pas le fin mot de tout réalisme politique ? La réalité russe de 1927 sera donc lue dans les annales de 1793. Il s'agit de savoir à quelle page on fusille. Si c'est dans le chapitre jacobin que les têtes tombent, mais si c'est dans le chapitre Thermidor...

L'histoire avance en feuilletant un livre. »

C'est la reconnaissance de cette tragi-cocasserie qui a conduit Glucksmann à son tyranicide de philosophe, à sa victorieuse interruption et contestation des « quatre as » de la philosophie allemande — Fichte, Hegel, Marx et Nietzsche (Ce sera, si l'on ne nous interrompt l'objet de notre prochain article). Il y a là une vigueur, une alacrité, et un humour que les idéologues de cette basse époque avaient fait oublier.



a propos du sommet de Londres:

visages de l'imperiali

Les 7 et 8 mai derniers, une conférence au sommet a réuni à Londres les dirigeants des nations les plus riches du monde capitaliste (Italie, Japon, France, États-Unis, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Canada). Cette réunion de Londres peut sembler anodine d'autant plus qu'aucune décision importante n'y a été prise. Elle est cependant révélatrice de la stratégie économique américaine et de l'état présent de l'Europe du marché commun. Et le fait que la France ait accepté, sans aucune réticence, de participer à ce club de riches et de cautionner l'imposture américaine est lourd de signification. D'où l'importance de cette étude un peu austère — la première réalisée par des membres de la cellule économique de la NAF.

Le résultat le plus tangible du sommet de Londres? C'est que MM. Carter et Giscard d'Estaing ont décidé de s'appeler par leur prénom : Jimmy et Valéry, c'est tellement plus sympathique! Il est infiniment plus regrettable qu'un Président français se soit prêté à cette comédie avant de signer un texte parfaitement hypocrite.

Car le Sommet de Londres n'a rien résolu : face au gigantesque problème posé par l'existence de 15 millions de chômeurs (souvent jeunes) dans les pays industrialisés dits avancés, le « message » final de la conférence se contente d'annoncer que les chefs d'État procéderont à des « échanges d'expériences et d'idées » et de fustiger une inflation qu'on ne sait pas ou qu'on ne veut pas combattre. Pour le reste, les États-Unis ont imposé leur loi tandis que les Allemands apparaissaient comme la véritable grande puissance de notre continent.

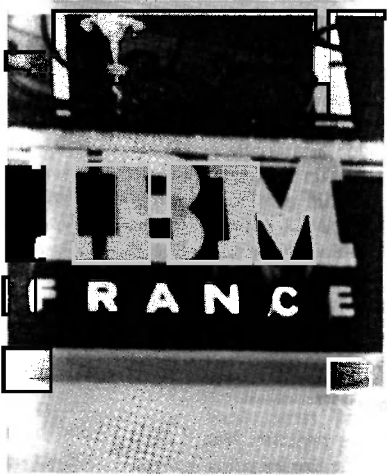
Dénoncé comme un slogan vulgaire, l'Europe germano-américaine est désormais une évidence. Et la France une simple comparse.

L'HYPOCRISIE AMÉRICAINE

Ainsi la France commence à payer, sur le plan international, la

politique giscardienne. Déjà, lors de la conférence de Rambouillet, M. Giscard d'Estaing avait choisi de s'associer étroitement au camp des riches. Il vient cette fois de cautionner une imposture en signant le « message » final des sept grands pays industriels. Sur le plan de la politique énergétique comme dans le domaine des relations économiques internationales.

La politique énergétique? Le « message » proclame la nécessité d'économiser davantage l'énergie,



et de diversifier sa production. N'est-ce pas un souci louable, dans une société de gaspillage qui risque d'être prise à la gorge par les vilains Arabes? C'est en effet ce que l'on raconte depuis 1974. Sans voir que les Américains ont profité de la prétendue « crise de l'énergie » et qu'ils entendent bien exploiter au maximum la hantise de la pénurie de pétrole. Mais ce que l'on ne dit pas, c'est que les États-Unis ont des réserves considérables de pétrole (les fameux schistes bitumineux) et qu'ils possèdent du charbon pour sept siècles encore. Et s'ils prêchent l'économie d'énergie, c'est parce qu'ils ne veulent pas puiser dans leurs propres réserves, préférant piller celles des autres pays ou acheter certains produits sur le marché international — même à un prix élevé. Comme les concessionnaires et les exploitants sont souvent américains, l'argent ainsi dépensé ne sort pas vraiment de la mère-patrie...

Il en est de même sur le plan nucléaire. Car la politique de lutte contre le plutonium, dont les naïfs saluent la moralité, sert très exactement les intérêts américains. En effet, le plan de développement nucléaire préconisé par Carter convient à un pays qui, possédant de grosses réserves d'uranium, de charbon et de pétrole, n'a pas actuellement besoin de plutonium. Mais un tel plan serait catastrophique pour les pays européens et le Japon qui, s'ils abandonnaient leurs propres technologies nucléaires, deviendraient les clients obligés des États-Unis.

Les relations économiques internationales? Là encore, le « message » signé par les États-Unis est une scandaleuse hypocrisie. A Londres en effet, les sept se sont engagé à donner « une impulsion politique vigoureuse à l'élargissement des politiques d'échanges » et à rejeter le protectionnisme. En clair, cela signifie

que les pays industrialisés vont baisser leurs barrières douanières... à l'exception des États-Unis puisqu'on n'a pas entendu le président Carter abjurer les principes de protection du marché américain. Déjà, lors des négociations connues sous le nom de Kennedy round, les pays européens avaient consenti de substantielles réductions tarifaires, pour le plus grand profit des produits industriels américains. D'autres négociations se poursuivent depuis 1973 à Genève dans le cadre du GATT (ce qu'on appelle le Tokyo round) qui aboutiront vraisemblablement à un abaissement des droits sur le plan agricole.

UN MONOPOLE AGRICOLE AMÉRICAIN?

Car les Américains entendent bien imposer au reste du monde leur pouvoir sur le plan alimentaire. On a déjà eu un avant-goût de cette nouvelle forme d'impérialisme avec la question du soja, dont les Américains détiennent un quasi-monopole. Ce qui leur permet de faire monter les prix quand bon leur semble et d'exercer un chantage efficace sur les pays qui, comme la France, nourrissent maintenant leur bétail avec des tourteaux à base de maïs et de soja. De même, les États-Unis possèdent le premier gisement mondial de phosphates, ce qui les rend maîtres du cours mondial (au grand dam des Marocains) et du prix des engrais. On sait, enfin, que 50 % du blé et du maïs vendus en 1975-1976 sur les marchés mondiaux provenaient des États-Unis. Avec de telles possibilités, employées avec une remarquable efficacité, on conçoit que les Américains soient des partisans convaincus du libre échange sur le plan agro-alimentaire. Un libre-échange qui se traduirait par la disparition du Marché commun agricole et qui marquerait la fin de l'agriculture française.

n'hésitait pas, il n'y a pas si longtemps encore, à dire leurs quatre vérités aux grands de ce monde.

L'EUROPE SUBJUGUÉE

Les Américains nous menacent? Raison de plus pour faire l'Europe! rétorqueront ceux qui prennent encore au sérieux les balivernes sur « l'Europe, troisième force ». Car, pour l'Europe indépendante, les carottes sont cuites depuis le début : inféodée aux Américains sur le plan militaire et politique depuis sa fondation, « l'Europe » n'a cessé de leur céder

sme



Mais ce qui est bon pour le reste du monde ne l'est pas nécessairement pour les États-Unis. Et les exhortations libérales d'un Carter sonnent curieusement quand on sait que les États-Unis pratiquent les tarifs douaniers les plus élevés du monde.

Car l'affaire du Concorde n'est pas la seule où des obstacles de toutes sortes sont utilisés pour entraver la concurrence étrangère sur le plan technologique et pour décourager les importations de produits industriels. Ainsi les aciers spéciaux étrangers sont contingentés jusqu'en 1979 et tout est actuellement mis en œuvre pour décourager l'importation de produits aussi différents que les bateaux pneumatiques, les chaussures ou les lunettes médicales.

Parfaitement protégés par leurs murailles douanières, pratiquant un chauvinisme conscient et organisé, utilisant le désordre monétaire pour se protéger ou pour mieux conquérir, les Américains se préparent à lancer de nouvelles offensives (énergétiques, agro-alimentaires, technologiques) tout en donnant à leurs clients des leçons de morale. Ce n'est pas ce cynisme tranquille qui scandalise le plus. Mais bien le mol abandon des pays européens, et en particulier de la France qui

du terrain sur le plan économique. A l'origine en effet, il était prévu qu'un Tarif Extérieur Commun protégerait la C.E.E. Mais la négociation Kennedy a entraîné des réductions importantes de tarifs, ceux des États-Unis et de la Grande-Bretagne restant très supérieurs à ceux des autres pays industrialisés.

On sait d'autre part qu'il existe de nombreux moyens de tourner la faible protection communautaire et que les bureaucrates bruxellois se montrent d'une faiblesse coupable à l'égard des produits extérieurs au marché commun. Aussi Michel Debré n'hésitait-il pas récemment à qualifier le marché commun de « passoire » permettant la « naturalisation » de produits fabriqués à bas prix dans les pays sous-développés. D'où la crise de nombreuses industries françaises (textile, chaussure, mécanique) frappées par une concurrence déloyale ou se heurtant à la protection douanière des autres pays. Sans parler de l'implantation en Europe des sociétés multinationales en grande partie américaines — phénomène trop connu pour qu'il soit besoin d'insister.

Face à cette situation, notre ami Bertrand Fessard de Foucault pouvait conclure (*Le Monde* du

10-5-75) à la disparition du marché commun. Mais, ajoutait-il : « Défaut de communauté européenne, il en est une autre, florissante, où vont de soi les questions énergétiques et monétaires, où les solidarités politique, militaire et bientôt financière, pour les comptes extérieurs, où les abaissements de droits de douane et la circulation des capitaux (aux frais des Européens) vont de soi. C'est la communauté atlantique. »

L'Europe est américaine. L'Europe est allemande aussi. C'est encore Michel Debré qui le montrait en dénonçant la recatellisation de la sidérurgie sous la direction allemande. Et d'autres s'inquiètent maintenant de la politique nucléaire de la République fédérale : on sait que le Brésil a commandé à l'Allemagne huit réacteurs nucléaires, une usine d'enrichissement et une installation de retraitement des déchets. Les États-Unis se sont opposés à ce contrat. Mais le chancelier Schmidt a refusé d'obtempérer, démontrant ainsi que l'Allemagne n'était plus un « nain politique ». Phénomène d'autant plus inquiétant que l'Allemagne, sous le couvert du contrat brésilien, pourrait se constituer clandestinement un arsenal nucléaire provisoirement entreposé au Brésil. Capable désormais de dire non aux États-Unis — tout en restant leur partenaire privilégié — l'Allemagne n'hésite plus à intervenir dans les affaires politiques des pays européens, appuyant Soares au Portugal et la démocratie chrétienne en Italie avec la bonne conscience que donne la réussite matérielle.

Car l'Allemagne, qui ne le sait, est un géant économique qui exercera une emprise de plus en plus grande sur le reste de l'Europe. A cause des « vertus » allemandes? Le sens de la discipline n'explique pas tout. Le « miracle » allemand, c'est surtout l'afflux de main-d'œuvre en provenance de l'Est, le plan Marshall et la sous-évaluation du Mark jusqu'en 1961 qui a permis à la R.F.A. de conquérir nombre de marchés extérieurs. Ajoutez un dynamisme commercial certain et une spécialisation dans les biens d'équipement (où la demande est plus stable que pour les biens de consommation et où les gains de productivité sont élevés) et vous saurez pourquoi l'Allemagne est en train de subjuguier l'Europe et de rafler de nombreux marchés extérieurs — au détriment de notre pays en particulier.

Et la France? Fasciné par tant de puissance, son Président veut coller au « peloton de tête » en espérant bénéficier de la richesse des plus grands. Il n'aura, on le voit déjà sur le plan industriel, que les miettes du gâteau. Et il deviendra, sur le plan politique, un comparse guère plus écouté qu'un quelconque Italien. M. Giscard d'Estaing devrait pourtant savoir que les riches sont impitoyables entre eux.

On rétorquera que personne ne peut rien contre la fatalité économique, les continents américains et soviétiques abritant des réserves de matières premières que nous n'avons pas. C'est vrai. Alors faut-il se résigner à la soumission dorée? Ou choisir une fois de plus, contre les empires, le chemin de la liberté? Cette dernière solution est possible, quoi qu'en disent les partisans du renoncement : il suffit de mettre en œuvre les moyens économiques appropriés et de faire preuve à nouveau d'une volonté politique.

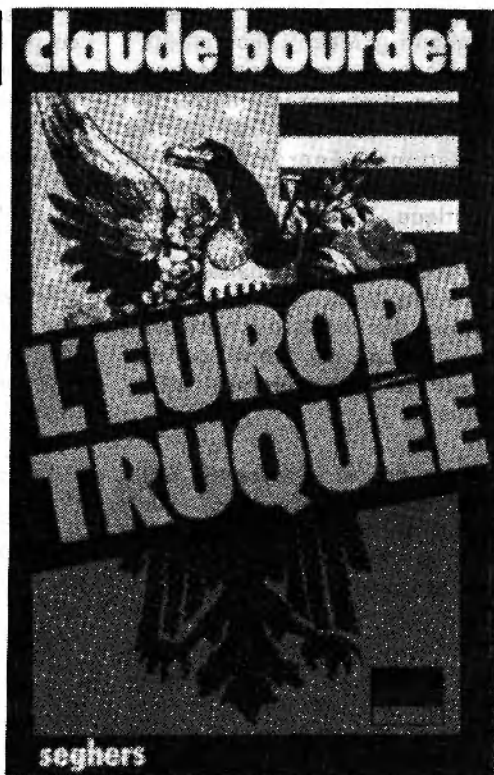
Quels moyens économiques? Contre les idées reçues, contre l'hypocrisie internationale, il faut recourir au protectionnisme, comme les États-Unis, mais contre les États-Unis et, quand il le faut, contre nos partenaires du marché commun. Mais il faut que cette politique protectionniste (qui n'a rien à voir avec l'autarcie) soit définie en toute liberté par l'État, et non sous la menace de tel ou tel groupe de pression. Mais il faut que cette politique s'accompagne d'une défense de notre indépendance technologique dans les secteurs de pointe et d'une action offensive sur les marchés extérieurs. Ce qui suppose un projet politique à long terme.

— Car la volonté politique est essentielle sur le plan du commerce international. Le général de Gaulle en a apporté la preuve, en tenant tête aux États-Unis et aux Européens, et en devenant un exemple pour les pays du Tiers Monde en lutte pour leur indépendance. Ce qui permettait à la France d'exporter des produits pas toujours « compétitifs », l'amitié politique compensant notre infériorité commerciale.

C'est dire que le jeu de la France n'est pas de faire les bouts de table aux réunions du club des riches. Ses amitiés et ses intérêts la portent vers le Tiers-Monde qui sait qu'il n'a rien à craindre d'une puissance moyenne à la vocation anti-impérialiste. Comme autrefois, face aux empires, la France peut être un pays libre et porteur de liberté dans le monde si elle en a le courage politique.

Étude réalisée par la cellule NAF-Économie

lire



Encore un livre sur l'Europe? Oui, mais un livre courageux. Et d'autant plus courageux qu'il a été écrit par un homme de gauche révolté par une imposture à laquelle participent beaucoup d'hommes de gauche.

Car il est vrai, comme l'écrit Claude Bourdet, que « le projet européen est devenu un mythe que l'on ne peut mettre en cause sous peine d'être soupçonné d'hérésie et de trahison ».

Pourtant, l'Europe ne s'est-elle pas reniée elle-même en transformant ce qui devait être une construction pacificatrice en forteresse militaire et en se plaçant, dès l'origine, sous la tutelle américaine? Le débat est donc truqué, l'Europe dont on parle ne ressemblant en rien à l'Europe qui se fait.

Ainsi le « grand marché » européen, tant vanté autrefois, apparaît comme une zone privilégiée pour les multinationales.

Ainsi « l'Europe des peuples » est une ritournelle pour fin de banquet « communautaire » qui masque le pouvoir d'un establishment européen réunissant hauts fonctionnaires, ministres gestionnaires et hommes d'affaires.

Ainsi l'Europe libérale masque le totalitarisme sournois des sociétés industrielles « avancées » : c'est par exemple l'inquisition qui sévit en Allemagne de l'Ouest, où l'on punit les détenus par la méthode de la « privation sensorielle ».

C'est dire que l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage direct est un piège puisque, comme le montre Claude Bourdet, cette Assemblée cherchera naturellement à accroître ses pouvoirs.

Les États-Unis : on ne peut parler de l'Europe sans évoquer leur impérialisme politique, économique et militaire. D'où la nécessité de sortir de l'Alliance atlantique, au lieu de réintégrer peu à peu son organisation militaire comme le fait M. Giscard d'Estaing.

Est-il besoin de dire que nous rejoignons Claude Bourdet dans sa démythification de « l'Europe » et dans sa dénonciation de l'atlantisme? Nous en regrettons d'autant plus la troisième partie de son livre, consacrée à la politique de défense. Car Claude Bourdet refuse la force française de dissuasion en avançant des arguments qui manquent de solidité. Soulignons trois points :

— la question de la parité des armements? Elle se fonde sur une vulnérabilité des sous-marins nucléaires qui n'existera pas avant longtemps. Donc on peut toujours dissuader avec quelques lanceurs indétectables, qui font peser un risque colossal sur n'importe quelle puissance;

— l'arme nucléaire attire la catastrophe sur la petite nation qui la possède? Mais la destruction des bases de missiles est impossible (à cause des retombées radioactives sur l'agresseur) et, même en cas de destruction de la France, les sous-marins continuent de faire peser une insupportable menace;

— le chantage d'un petit pays est nul? Mais aucune grande puissance ne peut tenir cette proposi-

tion pour absolument vraie. Et l'incertitude qui pèsera toujours sur les intentions du petit pays considéré est l'élément décisif de la stratégie de dissuasion.

Alors, ce n'est pas la force de dissuasion qui est, comme le prétend Claude Bourdet, une « farce dangereuse », mais bien son idée de l'abandon du nucléaire au profit de l'armée classique. Cette fabrique d'antimilitaristes gérée par une

caste de bureaucrates bornés serait détruite en quelques instants par quelques fusées. Le Parti communiste l'a compris, qui s'est rallié à l'arme nucléaire. Espérons que, de son côté, Claude Bourdet reconsidérera la question. Entre lui et nous le débat est ouvert s'il le veut bien.

B. LA RICHARDAIS

(1) Claude Bourdet : L'Europe truquée (Seghers). Ce livre peut être commandé à nos bureaux (franco 35 F).

les collaborateurs

De la collaboration, nous ne connaissons jusqu'à présent que les textes des collaborateurs eux-mêmes et les rares analyses qui ont été consacrées à un homme (Laval) ou à un groupe particulier (la Milice par exemple).

Sans compter « l'histoire » apologetique d'un Saint Loup et les récits discrètement laudatifs d'un Mabire, destinés à entretenir la nostalgie d'une certaine Europe et à exploiter les instincts troubles d'une certaine clientèle.

Pourquoi ce silence de trente ans? Si la France s'est tue après avoir puni ses traîtres, c'est peut-être pour nier une certaine image d'elle-même. Car il est historiquement faux de prétendre que le clan collaborateur n'a été qu'un ramassis d'aristocrates déchus, d'écrivains romantiques et de ligueurs d'extrême-droite : la collaboration a trouvé ses chefs et ses troupes dans toutes les classes et dans tous les partis.

Toutes les classes? On trouve une bonne proportion d'ouvriers dans la Waffen SS Charlemagne, la petite bourgeoisie forme la piétaille des partis collabos et la bourgeoisie parade sur les estrades germanophiles. Tous les partis? On sait que Jacques Doriot vient du Parti communiste et Marcel Déat de la S.F.I.O.

D'autres passeront du syndicalisme au national-socialisme, comme Lagardelle et Compère-Morel — deux vieilles figures du mouvement ouvrier d'avant 1914. D'autres encore viennent du pacifisme et même de la Ligue des Droits de l'homme. Sans oublier certains autonomistes, alsaciens et bretons qui comptent sur l'Allemagne pour susciter une Europe des ethnies. Un thème que l'on retrouve, aujourd'hui encore, dans certains cénaclés.

Alors, pourquoi la collaboration? Elle n'était, comme le souligne

Pascal Ory (1), ni une fatalité, ni le produit d'une frange marginale de la société. Alors pourquoi le héros indiscutable qu'était Darnand se retrouve-t-il du côté des Allemands, comme tant d'autres combattants de 1914-1918 et de 1939-1940? Pourquoi tant de démocrates, tant de socialistes?

Plusieurs explications se mêlent et on aurait aimé que Pascal Ory, qui tente d'en faire la synthèse, ait été moins rapide et plus clair dans la conclusion de son étude. Que des hommes de droite aient versé dans la collaboration par anti-communisme viscéral, c'est évident. Que d'autres aient sacrifié le patriotisme à leurs sentiments pacifistes et européens, c'est certain. De même que l'hitlérisme a pu séduire certains socialistes. Mais la cause principale est sans doute l'effondrement de 1940. Un effondrement si imprévu et si brutal que les Français vont chercher désespérément quelque chose à quoi se raccrocher. Pour la majorité, ce sera le visage paisible, la moustache paternelle et le képi du maréchal Pétain. Les collaborateurs, quant à eux, trouveront leur sécurité dans l'ordre totalitaire, résoudront leurs contradictions en se livrant à la force brute.

La page est tournée? Pas tout à fait. La France de 1940-1944 nous rappelle qu'une société ruinée ne fait pas naturellement surgir de douces utopies champêtres. Mais plutôt le désir de se donner n'importe quel maître.

Yves LANDE VENNEC

(1) Pascal Ory : Les Collaborateurs, éditions du Seuil. Ce livre peut-être commandé au journal (franco 59 F).

réduire la croissance

Le débat sur la croissance économique ne fait plus la « une » des journaux. Grâce à des slogans du genre « nouvelle croissance giscardienne » on veut maquiller l'impasse actuelle. Ainsi ce débat a été entièrement récupéré par le pouvoir.

On entend maintenant dire : « cette fameuse croissance zéro qui devait nous assurer une meilleure qualité de vie, on la voit bien aujourd'hui : un million et demi de chômeurs ! Un vrai succès ! ».

En réalité, le système industriel est grippé parce que conçu pour fonctionner avec une croissance annuelle de 4 à 5 % alors que nous sommes en croissance zéro. C'est toutes nos structures établies sur le principe de la perpétuelle fuite en avant, notamment sur le plan financier, qui sont remises en question. Nos économistes sont donc condamnés à rechercher un redémarrage de la croissance — y compris M. Barre qui tentera la relance s'il parvient à stopper l'inflation et... s'il en a le temps (1). De la sorte s'accrédite dans l'opinion l'idée dangereuse que la reprise de la croissance est nécessaire. Idée dangereuse pourquoi ?

PAYSAGES HUMANISÉS OU DÉPOTOIRS INDUSTRIELS ?

La croissance telle que nous l'avons connue risque en effet de nous faire perdre notre âme avec la transformation progressive de l'homme français chrétien et occidental en un homo œconomicus standardisé selon les normes internationales dictées par le dieu efficacité.

Mais notre corps est aussi en péril avec les graves problèmes d'environnement. Ceux-ci ne se réduisent pas seulement au problème posé par l'énergie nucléaire, péril réel mais qui n'est que la partie visible de l'iceberg. Il existe des pollutions beaucoup plus insidieuses : dégradation de la

nature des terrains, empoisonnement progressif des chaînes alimentaires dont l'homme est le dernier maillon. Elles en viennent à hypothéquer l'avenir de notre descendance proche et même notre avenir individuel. Il ne s'agit donc plus d'une humanisation mais bien d'un appauvrissement de la nature qui pourrait devenir rapidement catastrophique.

De plus les quantités de matières premières (pétrole en autres) sont limitées. Certes si l'on raisonne sur le plan mondial elles ne risquent pas de manquer de sitôt. Mais comme le fait remarquer Alfred Sauvy : « ... il serait illusoire de compter en Europe sur les ressources de la Sibérie ou même de l'Amérique du Nord ».

Quant au Tiers-Monde, il finira bien par ne plus admettre que 22 % de la population du globe consomme sur son dos 85 % des richesses exploitées.

S'EN REMETTRE A LA TECHNIQUE ?

La Science et la Technique auxquelles on a tant sacrifié au nom d'une véritable religion sont encore sollicitées pour combattre les maux qu'elles ont engendrés.

Elles pourraient apporter — et elles commencent à le faire — un grand nombre de solutions. Pour cela d'importants moyens financiers et humains que nous consacrons actuellement à la seule croissance, ou presque, seraient nécessaires.

Les antidotes absorberaient une partie des revenus que nous consacrons à la consommation. Pour consommer une part supplémentaire, il faudrait alors produire n parts de plus. Ce qui suppose de nouvelles rationalisations imposées aux populations, des consumma-



tions d'énergie supplémentaires, la création de besoins nouveaux à leur tour et ainsi de suite. Tout cela pour une marge de création de biens beaucoup moins que proportionnelle — suivant nos critères — aux efforts déployés. « Il y a un moment où la désutilité marginale l'emporte sur l'utilité ajoutée par la croissance » (Pierre Chaunu).

Dans ces conditions, il sera nécessaire de choisir beaucoup plus soigneusement les secteurs dans lesquels il sera investi pour obtenir à grand frais cette nouvelle utilité. Galbraith a, hélas, bien montré que la répartition des investissements entre les industries de biens de consommation, type gadgets, et les services publics à vocation sociale, exigeait en fin de compte une éthique à laquelle la technocratie qui nous dirige est bien étrangère de par ses motivations.

Faire confiance une nouvelle fois à la Technique en demeurant dans des conditions économiques et sociales semblables à celles d'aujourd'hui semble donc assez illusoire.

VERS D'AUTRES FINALITÉS

Si l'on veut vraiment s'attaquer au problème, ne vaudrait-il pas mieux marquer le pas et organiser notre société en fonction du volume de production actuel ? Ne pourrait-on pas imaginer de nouvelles structures économiques orientées vers une croissance beaucoup plus modérée et si possible linéaire ?

Certains l'ont fait et le font. Ils sont en butte aux critiques de la droite capitaliste ainsi que d'une partie de la gauche.

Depuis trente ans les pouvoirs en place ont réussi à se maintenir

en faisant miroiter aux plus démunis l'espoir d'une amélioration de leur condition grâce au développement global. Cette soupape d'espoirs (et d'illusions !...) a permis de maintenir en place le couvercle de la marmite sociale, malgré la pression. On comprend que la contestation de la croissance sauvage provoque une levée de boucliers de ce côté.

Une large partie de la gauche demeure également hostile à cette solution. Elle constate à juste titre que la société de consommation est loin d'être encore à la portée de tous. Dans son souci d'améliorer le sort des plus défavorisés elle veut se conserver la possibilité de procéder efficacement à l'amélioration des conditions de la grande masse.

Il est certain qu'une croissance réduite supposerait une véritable révolution dans notre façon de vivre, celle-ci n'étant plus orientée avant tout vers la consommation d'objets. Encore faudrait-il que l'objet ne soit plus source de puissance et de valorisation sociale et que le minimum matériel décent autorisé par la technique actuelle soit assuré pour tous.

Ce tournant dans les buts que se fixe notre société ne pourrait donc se concevoir sans une répartition beaucoup plus équitable des revenus et des biens. Un point certain est qu'il supposerait une volonté politique et un mode de gouvernement légitime capable de la mettre en œuvre. Dans ce domaine qui leur est spécifique, les royalistes ont là, par leurs propositions, une belle carte à jouer.

Philippe HERVÉ

(1) Monsieur Fourcade qui avait cherché un temps à refroidir notre économie selon des méthodes très keynésiennes parle maintenant lui aussi d'un retour à une croissance de 4 à 5 %.

le premier qui dort réveille l'autre.

Jean Edern Hallier...! On l'aime ou on ne l'aime pas Il ne laisse pas indifférent.

Chacun peut se rappeler sa dernière facétie. Mais s'agit-il de cela? Bien sûr, on sait qu'il amuse prodigieusement. Il suffit de voir son œil s'éclairer pour saisir qu'il vient de concevoir la prochaine scène de l'incessante comédie qu'il fait jaillir sur la scène publique. Mais la comédie n'est jamais gratuite. Toujours au service d'une cause, elle dénonce généreusement. Certains regrettent que l'écrivain ne demeure pas à son écriture, renonçant à ses activités intempestives. Pourquoi vouloir priver de son aventure l'auteur de « *La cause des peuples* » et de « *Chagrin d'amour* »? On se réfère au dernier roman où l'imaginaire s'est donné libre cours. Mais « *La cause* » nous avait déjà montré que Jean Edern avait eu une enfance, et cela nous importait plus que tout.



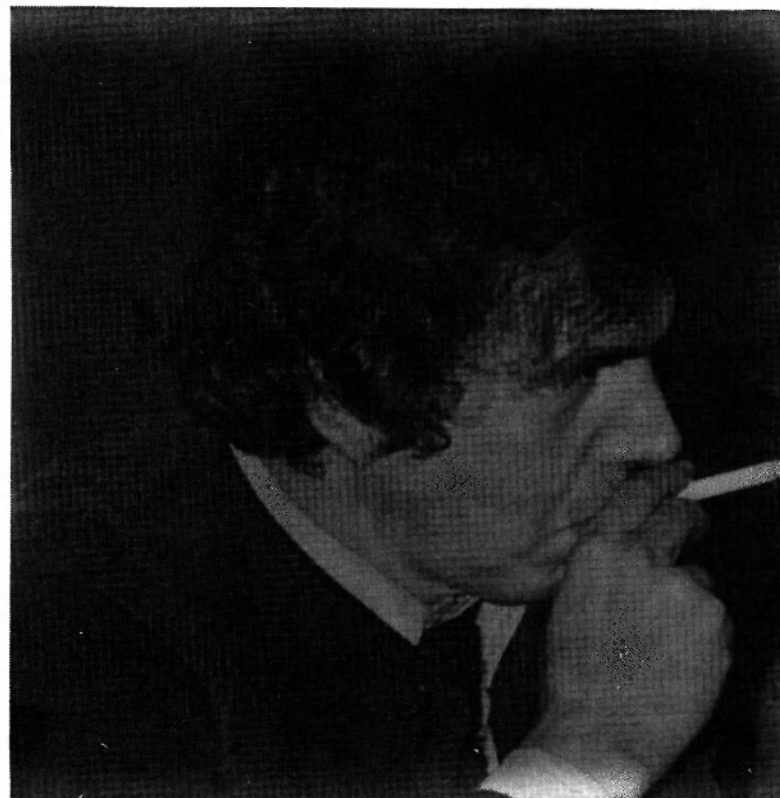
Le personnage n'est pas désaccordé d'avec l'univers intérieur de l'auteur. La vie ne serait pas drôle s'il n'y avait ici ou là quelques artistes pour créer de la fantaisie. Il y faut l'inspiration du poète. Or, poète, Jean Edern l'est à un rare degré, n'ayant jamais tari la source première, l'émerveillement du regard originel sur le monde; la pureté du rêve qui transforme l'univers en merveilleux. « *Le premier qui dort réveille l'autre* » est un poème cristallin où tous les dons s'affirment pour réinventer l'enfance. Sans risquer la mièvrerie.

On oublie trop que la tristesse, la peur (les terreurs!) la hante; au point de lui faire parfois oublier le bonheur. Trop de visages d'hommes reflètent des enfances contrariées ou saccagées. Mais il arrive que le malheur ne chasse pas la tendresse. Le roman de Jean Edern Hallier en donne le témoignage.

Pourtant, il pourrait être insupportable. Les premières pages vous font cotoyer l'horreur avec la description minutieuse d'une trépanation dont aucun détail ne vous est épargné. Et pourtant, au moment précis où l'on croit qu'on ne pourra pas aller plus loin, l'oiseau s'envole, le sombre et terrible oiseau du cancer, l'oiseau Rock s'enfuit vers le ciel. Le maléfique peuple les songes de l'enfance, mais sans saccager les fleurs et les jeux. Aubert, âgé de onze ans, est trépané, atteint par la terrible maladie. Il n'en perd pas pour autant son âge et son royaume. Celui des nuits où, avec son frère Paul, (le narrateur) il poursuit un duo continu avant de basculer dans un sommeil qui n'est jamais un terme.

Les jeux aussi. Un moment, la petite Véronique a rejoint les deux compères dans un jardin où se concentre la scène du monde, celui de la guerre et celui des mille et une nuits confondus. Le prince Shee et le sultan Razad — vingt siècles d'histoire les contemple —. Véronique s'en est allée? *Le vilain Négus l'a vendue à Mussolini...*

Une merveilleuse amitié qui explique toutes les complicités remplit ce roman à la gloire de la fraternité. Le dénouement, évidemment, c'est la mort. Mais pour Paul, il faudra affronter l'au-delà de l'enfance, tandis qu'Aubert ne l'aura pas quittée. D'où l'annonce stupéfiante au père, qui vaut une giflette : « *Aubert est mort, c'est merveilleux* ». Pour l'en-



fance, la mort appartient aussi au merveilleux. Mais pour le survivant, « il faudra bien grandir, assumer, porter son propre sac de chimères, et perpétuer l'humanité souffrante. Je prendrai la relève. Ce ne sera pas toujours facile... ». C'est la fin du poème. Mais résume-t-on un poème?

Gérard LECLERC

P.S. Les éditions du Sagittaire rééditent également un autre roman de Jean Edern Hallier : « *Le grand écrivain* » ; Dans le registre de l'enfance, il faut signaler chez le même éditeur un très beau roman de Béatrice Beck : « *L'épouvante, l'émerveillement* ». Ces livres peuvent être commandés au journal : *Le premier qui dort...* (franco 34 F) *Le grand écrivain* (franco 40 F), *L'épouvante, l'émerveillement* (franco 26 F).

martial buisson

Comme nous en avons averti nos lecteurs dans une trop courte note, Martial Buisson est mort le mois dernier. Ce nom ne dira rien à la plupart de nos lecteurs, puisque Martial Buisson ne militait plus depuis longtemps dans le mouvement royaliste. Mais il incarnait parfaitement l'époque de la fondation de l'Action française, et la tradition du royalisme populaire.

Représentant de la Section Limousine au premier congrès de l'A.F. en 1907, il avait également fondé un « cercle d'ouvriers royalistes » avant de devenir président des sections royalistes du Limousin. Disciple de La Tour du Pin et de Proudhon, Martial Buisson s'installa à Paris où il devint le compagnon de Georges Bernanos et d'Henri Lagrange. Il participa activement au dialogue avec le syndicalisme révolutionnaire et, avec Henri Lagrange, prit contact avec la fraction anarchiste de la « Porte des Lilas » où se retrouvaient les futurs membres de la « bande à Bonnot » (Soudy, Raymond la Science, Le Rétif et Bonnot lui-même). Plus tard, il retrou-

vera à la Santé M. Alméyda, Eugène Merle et Gustave Hervé. Secrétaire de Georges Valois après la guerre, il participa au lancement de la « Semaine du Livre », avant de se consacrer à l'office de justification des Tirages (une autre création de Valois) qu'il dirigera jusqu'à sa retraite.

C'est dire combien le témoignage de Martial Buisson me fut précieux, lors de mes recherches sur l'Action française devant la question sociale. Par la suite, il observa avec sympathie la naissance de la NAF, qui lui rappelait les combats révolutionnaires de sa jeunesse, et participa à nos premières Journées Royalistes.

Martial Buisson était proche de nous autant par ce qu'il avait voulu faire avec la jeune Action française que par ce qu'il était demeuré. Aussi sa mort me touche, plus que je ne saurai le dire.

Bertrand Renouvin

Martial Buisson a raconté sa vie dans un ouvrage intitulé « *Actions en trois époques* » (librairie Paillard) - En vente à nos bureaux. Franco 45 F.

la n.a.f. en mouvement

feux de la saint-jean

Tous nos amis de l'Est de la France sont invités à nos « feux de la Saint-Jean » qui auront lieu les samedi 11 et dimanche 12 juin à Tourailles près de Gondrecourt (Meuse). Le rendez-vous est fixé dans l'après-midi du samedi à Tourailles. Apporter son matériel de couchage. La boisson et la nourriture seront fournies sur place. Il est possible de coucher à l'hôtel à proximité, à condition d'avoir réservé à l'avance.

2^e LISTE DE SOUSCRIPTION

Anonyme 15 F - un ouvrier typographe 185 F - Paul Luporsi 100 F - T. Delcourt 50 F - La Coste Messelière 100 F - Hervé Colombet 100 F - J.-P. Hollender 50 F - H. Hours 100 F - J. Huguenin 50 F - de Cessole 15 F - Convers 20 F - M. Desaubliaux 100 F - Mme Destoop 20 F - S. Morin 50 F - A. Saint-Paul 100 F - Gestat de Garambé 40 F - Dr Billotte 100 F - Willotte 76 F - Ph. Labarrière 35 F - P. Maisonblanche 200 F - Mlle Guerry 100 F - R. Coustenoble 50 F - A. Bruyelle 25 F - Anonyme Guadeloupe 250 F - Anonyme 5 F - N. Buisson 14 F - J.-P. Schiessle 50 F - C de Archangelis 50 F - Mme F. Gelin 100 F - E. Locher 50 F - J.-C. Auberger 8 F - D. de Lafforest 120 F - Mlle Raux 10 F - E.-L. 20 F - Anonyme Neuilly 20 F - J.-L. Bouton 25 F - Mlle Bouton 15 F - E. Boulogne 50 F - P. Beauvais 100 F - H. Hours 100 F - M. Desaubliaux 100 F - B. Barbe 40 F - J. Chailley 100 F - J. Nau-deau 38 F - B. Héliez 25 F - P. Grover 30 F - V. Willehelm 200 F - P. Beauvais 150 F - J. Cornu 200 F - H. de Monneron 900 F.

Total de cette liste : 4.526 F
Total précédent : 8.871 F
Total général : 13.397 F

jeunes royalistes: premiers résultats

A Paris, depuis notre participation aux grèves étudiantes du printemps dernier, un consensus général s'est fait pour la présence de la N.A.F. dans quasiment toutes les facultés, y compris les plus bouillonnantes.

Cela a encore été prouvé le 5 mai dernier à Tolbiac : des dizaines d'affiches de la N.A.F., apposées avec de simples punaises, et que personne n'arrachait; des militants royalistes appelant à un débat avec Gérard Leclerc en amphithéâtre K à 12 h 30, et personne ne froissait leurs tracts; l'amphithéâtre K qui se remplissait d'environ 150 étudiants venus pour s'informer...

Une délégation de l'A.J.S. (trotskyste) prétendit pourtant nous interdire de parler. Mais empêtrés dans leur dialectique ils se ridiculisèrent et servirent surtout à illustrer la thèse de Gérard Leclerc dénonçant les idéologies totalitaires. Finalement ils durent sortir sous les quolibets venant de toutes parts. Plus fin, le responsable de la Ligue Communiste Révolutionnaire concéda que nous n'étions pas des fascistes et que c'est bien parce qu'on n'avait jamais vu un militant de la N.A.F. avec une barre de fer à la main que la Ligue nous tolérait... S'agissait-il d'un pur retournement tactique? Ou bien cette attitude correspond-elle à l'assouplissement déjà remarqué d'une organisation qui ne peut pas indéfiniment se réclamer de l'autogestion et de l'héritage de mai 68 et se donner une image qui la rapproche, dans l'esprit des étudiants, d'un mouvement de nervis comme le G.U.D.? Les deux ont joué certainement, mais rien n'aurait été possible sans le travail préalable de nos militants qui appliquent strictement la ligne stratégique que nous nous étions fixée à la session des Aubiers de septembre dernier.

Beau travail n'est-ce pas? La ligne « Aubier 76 » était la bonne. D'autres exemples le prouvent. Mais de grands progrès restent à faire qui requièrent votre participation active. Nous vous invitons en particulier à vous inscrire à la session de cet été. Chacun pourra y enrichir sa formation politique. On y définira une stratégie pour la prochaine année scolaire. Et, surtout peut-être, on essaiera de former l'esprit d'équipe nécessaire à l'autogestion de notre collectif en prévision du départ des plus anciens vers « la vie active ». Si nous remplissons ce programme, l'année prochaine verra des progrès encore plus spectaculaires. Nous comptons sur tous les jeunes royalistes pour qu'ils sacrifient à l'entreprise collective une dizaine de jours sur leurs vacances ou leur job d'été.

Collectif des Jeunes Royalistes

La session des jeunes royalistes aura lieu du 2 au 12 juillet près de Ploërmel en Bretagne; Prix : 30 F à l'inscription + 270 F au plus tard le 2 juillet = 300 F. Il est demandé de s'inscrire avant le 6 juin dernier délai (même sous réserves) C.C.P. N.A.F. 193-14 Z PARIS.

le nerf de la guerre

Ce n'est pas encore très brillant mais cela a tout de même démarré. Il s'agit bien sûr de notre souscription à la suite de mon appel du mois dernier, de cette course contre la montre pour atteindre le plus vite possible la première étape que nous nous étions fixée et de franchir le cap des 25.000 F. La liste que nous publions montre que nous avons maintenant atteint la moitié de l'objectif.

C'est encourageant mais ce n'est pas suffisant. Faute d'atteindre la somme nécessaire nous serions contraints à des économies draconiennes qui auraient une répercussion fâcheuse sur le journal lui-même. Cela nos lecteurs doivent le comprendre et, si j'en juge par les lettres qui accompagnaient les premières souscriptions, ils en sont légitimement inquiets.

Alors, ne remettez pas à demain ce geste qui nous sauvera; et plus qu'un geste, faites un effort qui vous coûtera peut-être, qui vous privera sûrement d'une sortie, d'un voyage, d'un achat attendu mais qui nous est indispensable pour continuer à progresser, à faire connaître notre projet, à multiplier nos activités.

L'enjeu n'en vaut-il pas la peine?

Yvan Aumont

P.S. Adressez vos dons à Royaliste, C.C.P. Paris 18.104.06 N en précisant « pour la souscription ».

bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, «La lettre royaliste», publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F.), 6 mois (45 F.), un an (80 F.), de soutien (150 F.) *

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

ROYALISTE, 17 Rue des Petits Champs, 75001 Paris — C.C.P. 1810406 N Paris

éditorial



par
bertrand
renouvin

l'espoir

L'autre soir, au comité de rédaction de « Royaliste », le sujet de l'éditorial était en discussion. Allions-nous parler, une fois de plus, de l'étiollement du pouvoir giscardien ? Ou bien poursuivre l'esquisse d'une critique du programme de la gauche unie que j'avais entreprise dans notre dernier numéro ?

La discussion s'éternisait. Il nous semblait que tout avait été cent fois dénoncé depuis trois ans : le spectacle giscardien et la politique suicidaire d'une caste de privilégiés autant que l'illusion réformiste détournant l'espérance d'une grande moitié de la France. Et notre accablement fut à son comble lorsque l'un d'entre nous fit remarquer que nous en avions encore pour dix mois.

ANGOISSE

Dix mois pendant lesquels il faudra — sauf élections anticipées — observer la lente agonie de la droite au pouvoir — et peut-être ses sursauts —. Dix mois pendant lesquels il faudra reprendre la critique du Programme commun, déjà faite lors des législatives de 1973 et des présidentielles de 1974. Impression angoissante du mauvais rêve qui se prolonge, du faux problème dont on ne parvient pas à sortir. Pourtant, le récent débat télévisé entre Barre et Mitterrand ne mettait-il pas aux prises deux hommes conscients de leurs responsabilités ? Pourtant l'actualisation du Programme commun ne démontre-t-elle pas une volonté de répondre aux difficultés de notre temps ?

Je ne mets pas en doute la bonne volonté des uns et des autres, mais leur capacité d'imaginer quelque chose d'autre que ce qui existe. D'où, le succès facile d'un Barre disposant du savoir et du pouvoir sur un Mitterrand qui cherchait seulement à se présenter comme le meilleur gestionnaire de la société capitaliste : représentant d'une frac-

tion usée et souvent discréditée de la classe politique, écarté des centres de décision depuis vingt ans, comment le chef du Parti socialiste aurait-il pu battre un Premier ministre qui, outre son métier d'enseignant, exerce depuis longtemps de hautes responsabilités ?

Mais voilà. Après s'être approprié les meilleurs slogans gauchistes (« changer la vie »), après avoir récupéré les aspirations autogestionnaires, la gauche veut rassurer parce qu'elle a maintenant besoin de voix plus modérées. D'où son langage « réaliste », son air assuré et rassurant, et le règne des petits messieurs de l'E.N.A. — qui auraient aussi fait carrière chez Chaban, si ce dernier avait duré plus longtemps.

D'où la médiocrité d'un débat qui n'oppose pas — quoi qu'on en dise — deux projets de société, mais deux méthodes de gestion d'un même ordre établi. Et le Parti communiste, qui a enterré depuis longtemps ses aspirations révolutionnaires, ne constitue qu'une pesanteur supplémentaire : additionner la social-bureaucratie, la social-médiocratie et la social-technocratie, est-ce bien là l'expression achevée de la modernité, le moyen du changement qu'espèrent tant de Français ?

On répondra, sans doute, que la crise économique exige des mesures immédiates, donc « réalistes » et « réformistes », afin que diminue le taux de chômage. Mais la gauche est, sur le plan de l'emploi, aussi malthusienne que la droite et manifesterait, au mieux, la même incapacité dans le domaine de la lutte contre l'inflation. Ainsi, malgré les discours et les programmes de choc, les deux camps ne proposent qu'une seule alternative : soit la récession giscardienne mêlant chômage et inflation, soit une relance de la croissance qui serait surtout celle de l'inflation et de la bureaucratie. Toujours la même histoire de la peste et du choléra... Mais, à force de vouloir guérir un mal par un autre — l'inflation par la récession, le chômage par la bureaucratie — on finira par associer les différents types de maux, comme l'a fait si brillamment M. Giscard d'Estaing.

L'ESPOIR

Nous reviendrons longuement, au cours des prochains mois, sur la politique et sur les réformes de structures que propose la gauche. Mais les débats sur l'actualisation du Programme commun montrent que la discussion se déroulera à l'intérieur d'un cadre tracé en 1972 : nationalisations et choix gestionnaires résultant plus de la démagogie et des surenchères partisans que de la « rationalité » chère aux énarques.

L'espoir est donc ailleurs. Pourtant, à scruter l'actualité telle que la filtrent les médias, il semble que toute contestation et toute imagination aient été écrasées par le spectacle de l'affrontement des grands partis : les groupes gauchistes se sont dissous et, du printemps de Mai, il ne reste

plus qu'une extrême gauche trotskyste et maoïste récitant ses litanies et préoccupée avant tout de ses querelles internes.

Reste l'écologie, qui correspond à une inquiétude vraie, qui pose des questions essentielles, mais dont on peut prévoir, à moyen terme, la récupération par la société marchande. C'est que, comme toute contestation partielle, elle peut être retournée par un système habile à trouver dans cela même qui le nie de nouvelles sources de profits. Ainsi, quelques mois après 1968, les entreprises de publicité utilisaient la révolution pour vendre des cafetières, et la nature pour faire avaler du potage en poudre.

Il n'empêche : une contestation fondamentale demeure, après qu'elle ait dépavé les rues, secoué les institutions puis, tour à tour, tous les pouvoirs qui semblaient inhérents à la nature même des choses. Contestation qui ne s'exprime plus à travers des groupes au nom ronflants ou par des manifestes spectaculaires, mais dans des livres difficiles. Trop difficile parfois pour qui ne possède pas le langage et la culture philosophiques.

RÉVOLUTIONS

Ils méritent cependant un peu de temps, un peu de peine, car c'est là que naît, en ce moment, une pensée vraiment révolutionnaire qui rend comiques les petits maîtres de la gauche établie comme le montre Pierre Boutang dans ce numéro. Avec Maurice Clavel, que nos lecteurs connaissent bien, avec André Glucksmann, dont nous parle Boutang cette semaine, avec Guy Lardreau et Christian Jambet, les auteurs de l'Ange, avec Jean-Paul Dollé qui nous dira prochainement l'Odeur de la France, avec Bernard Henri Lévy qui vient de publier un très grand et très beau livre (la Barbarie à visage humain) ce sont les vieilles statues de la philosophie allemande qui sont détruites, les vieilles idoles des « révolutions scientifiques » qui sont jetées bas.

Joyeux bouleversement qui ne laisse en place ni Marx, ni Hegel, ni Fichte, ni la Science, ni le Progrès, ni la Gauche, ni l'Histoire. Alors paraît à nu le totalitarisme, celui des textes et celui du quotidien, l'hitlérien et le stalinien, le chilien et le cambodgien, effaçant les distinctions de droite et de gauche pour tout soumettre à la même impitoyable logique.

Les technocrates socialistes auront beau saluer en ricanant une « nouvelle pensée de droite », les apparatchiks auront beau demander où sont les masses et les électeurs, ils ne pourront recoller les morceaux de leur dogme détruit. Cela n'empêchera pas la gauche de remporter les législatives et la social-démocratie d'imposer son ordre ? Peut-être. Mais ce socialisme marxisant, scientiste, totalitaire, est atteint dans son principe même. Nul doute qu'il sera un jour radicalement contesté. Et d'abord par ceux-là mêmes qui avaient le plus espéré en lui.

Bertrand RENOUVIN